

Ni laïque, ni gratuite, ni obligatoire

Il semblait que la vive émotion causée par les massacres du début de l'année et la formidable mobilisation du 11 janvier avaient mis en évidence l'attachement de la très grande majorité de la population aux valeurs de la République que sous tend en permanence l'affirmation de la laïcité de l'Etat. Il semblait aussi que l'Ecole de la République était la mieux à même d'expliquer et de diffuser auprès de la jeunesse le sens profond de la laïcité afin de renouer avec la tradition humaniste de la culture qu'elle est en charge de transmettre.

Presque deux mois après le drame national qui a bouleversé les consciences, les dirigeants politiques revenus à leurs querelles partisans et électoralistes montrent qu'il faudra compter sur d'autres forces que celles qu'ils représentent pour rallumer le flambeau républicain si affaibli au sein de l'Ecole publique.

Le SNCA e.i.L. Convergence a déjà eu l'occasion de dire que les nouveaux rythmes scolaires au lieu de donner plus d'école à ceux qui en ont le plus besoin, ce qu'il demande, dispersaient les énergies et décourageaient la bonne volonté des enseignants. Il a aussi pointé le déni de laïcité que les activités périscolaires, intégrées au nouveau temps scolaire, induisaient puisque qu'elles sont choisies et mises en place par les municipalités dont les convictions laïques et républicaines peuvent être mises en défaut sinon mises sous le boisseau en fonction des options politiques diverses et divergentes des personnels qui les dirigent. Par ailleurs, pour financer divers intervenants, au demeurant fort mal payés comme c'est la règle dans l'Education Nationale du prof au TOS en passant par le médecin scolaire, les municipalités, fauchées par la politique d'austérité qui garrote leurs finances, font déboursier les familles, ô si peu, mais quand même !

Il est flagrant, en ce début mars, qu'au gouvernement comme au Parlement, tout le monde ne baigne pas dans la laïcité !

Une dame députée à l'Assemblée Nationale par une circonscription de l'Outre-Mer a présenté un amendement pour que les jours fériés d'origine chrétienne puissent être remplacés selon les départements par d'autres jours correspondant à des célébrations religieuses d'autres croyances ! Et pourquoi ne pas supprimer le dimanche pour sa signification primitivement religieuse ? Cela faciliterait les tentatives déjà bien engagées pour en faire un jour ouvré comme les autres !

Chacun sait que certaines académies sont très bienveillantes pour l'absentéisme du vendredi (la grande prière) ou du samedi (shabbat) ... Et que dire des menus des cantines scolaires qui se mettent au *casher* et au *hallal* au lieu de proposer aux enfants, ce qui serait hautement pédagogique, des découvertes de plats régionaux, y compris venus de contrées lointaines, en utilisant au maximum les produits locaux ! A croire que l'Ecole est devenue la vitrine multiculturelle - et la foire d'empoigne - des inconditionnels du communautarisme à l'anglo-saxonne

Nos journaux imprimés, radiodiffusés, télévisés parlent à longueur de temps de la communauté juive, de la communauté musulmane ; les hommes politiques pèchent (voilà un mot d'origine religieuse) également dans ce sens tout en dénonçant le communautarisme ... Inconséquence des proférations langagières et confusion des opinions. Aveuglement et bêtise aussi, quand ce n'est pas l'unique souci partisan, voire électoraliste du même type que ceux qui consistent à se cramponner à l'austérité tout en prétendant que le retour de la croissance viendra quand reprendra le goût de la consommation ! Avec quel argent ?

Même si le SNCA e.i.L. Convergence s'est réjoui en apprenant que la justice avait récemment condamné un parent d'élève pour l'absentéisme répété de son enfant, il sait bien qu'une hirondelle ne faisant pas le printemps, il y a gros à parier que la hiérarchie va s'entêter dans sa lutte vaine contre la dérobade à l'obligation scolaire à coup de lettres recommandées qui resteront sans effet. Il est vrai que Madame le Ministre, elle-même, proscrit l'action contre

ce fléau par la suspension (ce qui n'est pas la même chose que la suppression) du versement des allocations familiales sous prétexte qu'« il ne faut pas ajouter la misère à la misère » ... Est-ce donc que le respect de l'obligation scolaire ne peut-être le fait que de familles aisées, sans gros soucis matériels ? Est-ce donc que la pauvreté entraîne nécessairement le non respect des lois ? Madame le Ministre qui est membre d'un gouvernement émanant majoritairement du parti socialiste, a une conception étonnamment libérale de la société et du rôle de l'Ecole ; une société nécessairement inégalitaire, une école « préceptorale », finalement un service public préservé là, uniquement, où il sert les intérêts des catégories sociales les mieux nanties.

Tout cela est bien peu républicain.

La prétention de François HOLLANDE et de ses gouvernements à vouloir refonder l'Ecole de la République pour refonder la République elle-même ressemble plus à une incantation plus ou moins sophistiquée qu'à une volonté tenace de faire vivre les valeurs républicaines.

Il y a dans la classe politique des républicains, des gens cultivés, intelligents plutôt que malins, convaincus aussi et déterminés dans leur action par des valeurs humanistes ; mais ils ne sont pas la majorité et sont contraints à des actions dispersées, discontinues.

Il y a surtout des citoyens fermement ancrés dans l'héritage de l'histoire émancipatrice de la culture française, celle du rationalisme, celle des Lumières, celle de la Révolution, celle des grands mouvements émancipateurs, 1830, 1848, 1871, l'affaire Dreyfus, le Front Populaire, la Résistance, la Libération, Mai 68 lui-même ...

C'est à ces sources là qu'il faut puiser pour rebâtir les pans disloqués de l'Ecole obligatoire, gratuite et laïque dont la première mission est de former des républicains.